

DÉPARTEMENT de la GIRONDE  
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX  
Commune de LORMONT

-----  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
-----

EXTRAIT  
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal  
-----

Séance ordinaire du VENDREDI 26 MARS 2021

L'an **deux mille vingt et un**, le **vendredi vingt-six mars**, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est assemblé au Pôle Brassens-Camus sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU.

**Présent·es :**

Jean **TOUZEAU**, Philippe **QUERTINMONT**, Grégoric **FAUCON**, Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**, Josette **BELLOQ**, Jean-Noël **GOETZ**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Geoffrey **RUIZ**, Maférima **DIAGNE**, Sylvie **JUQUIN**, Jean-Claude **FEUGAS**, Vincent **COSTE**, Keziban **YILDIZ**, Eric **LEROY**, Karima **TAJRI**, Tayeb **BARAS**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Olivier **MARTIN**, Valdemar **CAMARINHA FÉLIX**, Maud **LEBLOIS**, Marouane **ACHRIT**, Céline **BOUTE**, Nicolas **LE BIGOT**, Julie **RECHAGNEUX**, Serge **BLÜGE**, Richard **UNREIN**, Mathieu **BORDENAVE**, Stéphanie **HARTUNG**, Mónica **CASANOVA**.

**Absent·es excusé·es ayant donné procuration :**

Yasmina **BOULTAM** (procuration Jean **TOUZEAU**), Jannick **MORA** (procuration Josette **BELLOQ**), Claude **DAMBRINE** (procuration Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**), Marie-José **SALLABER** (procuration Sylvie **JUQUIN**), Gemma **DUFFAU** (procuration Geoffrey **RUIZ**), Levent **OZKAN** (procuration Vincent **COSTE**).

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 29

Nombre de votants : 35

N° 2021/26.03/03

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL  
CONTRAT DE CO-DÉVELOPPEMENT 4 : AVENANT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur CAMARINHA FÉLIX Valdemar est désigné en qualité de secrétaire de séance.

**Philippe QUERTINMONT, adjoint délégué au projet de ville, politique de la ville et à l'urbanisme, explique aux membres de l'assemblée délibérante que :**

Le contrat de Co-développement (Codev) est un outil de convergence de l'action de Bordeaux Métropole et de la commune sur son territoire, qui se traduit par des engagements réciproques et négociés.

La démarche de Codev, initiée en 2009, est aujourd'hui structurante et incontournable dans les relations entre Bordeaux Métropole et les 28 communes.

Elle a démontré son efficacité dans la mise en œuvre des ambitions vers le développement d'un territoire harmonisé, en permettant la déclinaison des politiques métropolitaines en feuille de route opérationnelle et concertée sur 3 ans.

28 contrats de Codev de 4<sup>ème</sup> génération d'enjeu communal, intercommunal ou métropolitain ont ainsi été constitués et adoptés par délibération du conseil métropolitain le 27 avril 2018, couvrant la période 2018-2020.

La démarche partenariale de co-construction entre Bordeaux Métropole et les 28 communes pour la prochaine génération de contrat (2021-2023) aurait dû débuter dès mai 2020, pour se dérouler sur une durée d'environ un an.

Compte-tenu du décalage du calendrier électoral, de la période de confinement et de la crise sanitaire, le processus de négociation de la prochaine génération a été décalé. Les contrats sont arrivés à échéance en décembre 2020.

Aussi, afin d'une part d'assurer la continuité des projets engagés et d'autre part de garantir un temps suffisant de dialogue et d'échanges entre les communes et Bordeaux Métropole dans le cadre de la préparation des contrats de Codev de 5<sup>ème</sup> génération, il a été décidé de proroger d'une année la durée d'exécution des contrats de Codev de 4<sup>ème</sup> génération, soit jusqu'au 31 décembre 2021. Ces contrats s'intitulent désormais contrats « 2018-2021 ».

Les actions présentées dans le cadre de cet avenant relèvent de 3 catégories :

- x les actions engagées et à poursuivre nécessitant des anticipations sur les engagements de la Métropole ;
- x les actions nouvelles ;
- x les modifications et substitutions habituelles.

Au titre des actions engagées et à poursuivre on trouve :

- x le soutien de la Métropole aux actions récurrentes validées dans le contrat 2018-2020 ;
- x l'ensemble des projets engagés et en phase opérationnelle qui ne sont pas reportables.

Par principe, toute action nouvelle structurante, qu'elle soit métropolitaine ou communale, sera prise en compte dans le cadre de la négociation des contrats de Codev 2021-2023.

Néanmoins ont été prises en compte :

- x la pérennisation des travaux qui ont été effectués dans le cadre de la crise sanitaire, en lien avec le plan d'urgence Vélo et concernant le Réseau Express Vélo (REVE) ou le réseau structurant ;
- x la réalisation de travaux structurants de mobilité douce si les études ont déjà été effectuées ;
- x la poursuite des études des Plans de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE) ;
- x les actions concomitantes et indissociables de projets pilotés par un partenaire institutionnel extérieur, des études en lien avec des équipements d'intérêt métropolitain ou avec des travaux devant impérativement débiter dès le début de l'exécution du contrat de Codev suivant.

Cet avenant permettra par ailleurs de décliner certaines des nouvelles priorités de la mandature métropolitaine, à savoir notamment les fiches actions « 1 million d'arbres » et « mise en œuvre de la stratégie de biodiversité », intégrant les contrats de Codev des 28 communes.

Ce dossier a été examiné lors de la commission durable du 18 mars 2021.

**Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :**

**La Ville de Lormont,**

**Vu** l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération de Bordeaux Métropole N° 2018/247 en date du 27 avril 2018, autorisant le Président à signer les 28 contrats de Co-développement ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de la Ville de Lormont du 22 juin 2018 N° 2018/22.06/05 autorisant le maire à signer le contrat avec le Président de Bordeaux Métropole ;

**Vu** les délibérations N° 2018-623, 2019-142, 2019-541, 2019-790 et 2020-25, ainsi que les arrêtés N° 2020-BM0531 et N° 2020-BM0580 autorisant le Président à signer avec les communes les avenants aux contrats de Co-développement ;

**Vu** la délibération de Bordeaux Métropole en date du 18 décembre 2020 ;

**Entendu le rapport de présentation,**

**Considérant** que le décalage du calendrier électoral a entraîné un décalage du démarrage des négociations pour la nouvelle génération de contrats de Co-développement ;

**Considérant** l'importance de la poursuite de la démarche de contractualisation engagée entre Bordeaux Métropole et les communes au travers des contrats de Co-développement ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

d'approuver l'avenant au contrat de Co-développement de 4<sup>ème</sup> génération.

**Article 2 :**

d'autoriser Monsieur le maire à signer avec le Président de Bordeaux Métropole tous documents se rapportant audit avenant.

**VOTE :**

**POUR :**

29 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste »,

**ABSTENTION :**

3 – Groupe « Lormont, Ville Française ».

*Le maire, Jean TOUZEAU :*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

*\* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 29 mars 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le maire,**

**Jean TOUZEAU**